



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 29 du 15 juin 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 juin 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	680
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	680
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	680
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010 – 137 en date du 27 avril 2010 fixant le seuil en deçà duquel l'avenir d'un peuplement forestier est considéré comme « compromis »	680
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	681
CABINET	681
Bureau du Cabinet	681
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	681
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	681
Bureau des réglementations	681
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	681
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	681
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	682
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	682
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	682
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités	682
Extrait de l'arrêté du 10 juin 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard et fixant les conditions de liquidation de l'établissement	682
Extrait de l'arrêté du 3 juin 2010 portant périmètre d'une communauté de communes issue du projet de fusion entre la communauté de communes des trois vallées et la communauté de communes du Mad à l'Yron	683
Bureau des procédures environnementales	683
Extrait de l'arrêté du 28 mai 2010 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées sur le territoire des communes de TIERCELET, THIL et VILLERUPT en vue de l'exécution des travaux de sondages archéologiques nécessaires à la liaison routière BELVAL/A30	683
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 1 ^{er} juin 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la liaison entre la RN52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes de REDANGE, dans le département de la Moselle, et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT, dans le département de Meurthe-et-Moselle	683
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE/ DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	684
Bureau des procédures environnementales/ Service environnement, eau, biodiversité	684
Extrait de l'arrêté 54-2009-00047 du 8 juin 2010 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de MEREVILLE soumis au régime de la déclaration préalable avec prescriptions particulières dérogation « nickel »	684
Extrait de l'arrêté 54-2009-00156 du 8 juin 2010 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de LAITRE-SOUS-AMANCE soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « nickel »	686
Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00083 du 8 juin 2010 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement concernant l'exploitation des plans d'eau du Vieux Pré sur la commune de LONGUYON	688
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	691
Bureau de l'interministériel	691
Arrêté n°10.BI.33 du 10 juin 2010 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel	691
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	692
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	692
Division d'exploitation de Metz	692
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-039 en date du 4 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un portique de signalisation à la bifurcation A31/A313 au PR 274+100	692
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-043 en date du 11 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection des glissières sur la RN 52 du PR 22+200 au PR 25+000	693
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-046 en date du 11 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52 du PR 0+00 au PR 25+00	695
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	696
Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle	696
Extrait de l'arrêté ARS/DT54/2010/N° 17 du 31 mai 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Briey en tant que centre de vaccination, centre de lutte contre la tuberculose et centre d'information, de dépistage, de diagnostic et de traitement des infections sexuellement transmissibles	696
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	696
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/338 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Denis ATTENOT, « Association M'LA » 64, rue de Liverdun, 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE	696
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/339 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Anne BOISSEZ, Association UMLAUT, 59, rue Emile Cové, 54000 NANCY	697
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/340 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Isabelle CHAIGNE, « L'autre canal » 45, Boulevard d'Austrasie, 54000 NANCY	697
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/341 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Prune CHARROIS, Association AKUSTA, 31, rue de Malzéville, 54000 NANCY	697
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/342 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Serge CLAUDE, Association « En Verre et Contre Tout » 16, rue Mathieu, 54110 DOMBASLE	697
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/343 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Carole COMMUN, Association « 2 D TOUR », 17, rue de Verdun, 54220 MALZEVILLE	698
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/344 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Sarah FORD, Association « RAMIREZ et Cie » MJC des Trois Maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 NANCY	698
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/345 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Laurence GILLOT, Association « ECHO » 7 bis, rue de la Libération, 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE	698
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/346 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Daniel GINDELE, « Daniel Gindel Productions » ZI Ludres Fléville, 870, rue Denis Papin, BP 30125, 54715 LUDRES	698
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/347 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Marie-Jeanne GRANDCLAUDE, « EHPAD le Haut du bois », 25, rue de la République, 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE	699
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/348 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Stéphane GREGOIRE, « ICI D'AILLEURS » 32 bis, rue Raymond Poincaré, 54000 NANCY	699
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/349 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Laurent HENART, « Opéra national de Lorraine » 1, rue Sainte-Catherine, 54000 NANCY	699
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/350 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Frédéric JOYEUX, « Théâtre de Cristal », 30, rue de la Liberté, 54112 VANNES-LE-CHATEL	699
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/351 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Patrick KADER, « Nancy Jazz Pulsations » 106, Grande rue, BP 32338, 54023 NANCY CEDEX	700
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/352 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur David KELLER, « Association Empreintes » 14, rue du Cheval blanc, 54000 NANCY	700

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/353 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Clotilde LEGUAY, « Compagnie INCOGNITO » 9, rue de la Fontenelle, 54520 LAXOU	700
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/354 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Maxime LEHEMBRE, Association « OLAVACH A.T.A. » 174, rue des Brasseries, 54320 MAXEVILLE	701
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/355 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Marion LHUILLIER, Mairie d'Essey-lès-Nancy, 1, Place de la République, 54270 ESSEY-LES-NANCY	701
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/356 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Fabienne LORONG-BUZZI, « Centre culturel Pablo Picasso » Place Leclerc, 54310 HOMECOURT	701
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/357 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Arnold METROT, « PATCH WORK PRODUCTION » 11, rue Saint-Maurice, 54850 MESSEIN	701
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/358 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Arnold METROT, « PATCH WORK PRODUCTION » 11, rue Saint-Maurice, 54850 MESSEIN	702
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/359 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Frédéric SAINT-DIZIER, « LABEL LN » 32, rue Alexandre 1er, 54130 SAINT-MAX	702
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/360 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jacques SPIGOLON, Association « La Bande passante » 12, rue de Fontenoy, 54000 NANCY	702
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/361 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Pascal VIGNE, Association « MAKING WAVES » 34, rue Bassompierre, 54000 NANCY	702
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/362 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jacky ZANARDO, Ville de Jarny, Place Paul Mennegand, BP 19, 54801 JARNY CEDEX	703
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/363 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Alain ZANON, « ALZA PRODUCTION » 32, rue de Rozélieures, 54300 LUNEVILLE	703
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	703
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	703
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant prorogation de la durée du mandat des conseillers du salarié	703
Extrait de la décision du 8 juin 2010 d'agrément – renouvellement d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	704
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	704
Service agriculture - forêt - chasse	704
Extrait de l'arrêté préfectoral 2010/DDT54/AFC/UASAHF/N° 230 du 8 juin 2010 portant dissolution de l'Union des Associations Syndicales d'Améliorations Hydrauliques et Foncières de Meurthe-et-Moselle	704
Extrait de l'arrêté N°2010/DDT54/AFC/217 du 12 mai 2010 relatif au financement du surcoût des repères électroniques de première identification des petits ruminants	704
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	705
Service jeunesse, éducation populaire et sport	705
Extrait de l'arrêté du 4 mai 2010 accordant agrément à des associations sportives	705
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	706
Paierie départementale	706
Procuration sous seing privé du 7 mai 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	706
Procuration sous seing privé du 7 mai 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	706
Trésorerie du Jarnisy	706
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	706
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	707
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	707
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	707
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	708
Trésorerie de Nomeny	708
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	708
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	708
Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson	709
Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	709
AUTRES SERVICES.....	709
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	709
Décision de délégation de signature du 8 juin 2010	709
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	710
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	710
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	710
Service aménagement durable, urbanisme, risques	710
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31951 du 11 juin 2010 autorisant la Société EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de MANCIEULLES	710
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38111 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SEXEY-AUX-FORGES	710
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38346 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DIEULOUARD	710
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40146 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HAGEVILLE	710
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40886 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de PONT-A-MOUSSON.....	710
AUTRES SERVICES.....	710
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	710
Service concours	710
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé – Filière Infirmière – en date du 9 juin 2010	710
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé – Filière Infirmière – en date du 9 juin 2010	711
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé – Filière Médico-Technique – en date du 9 juin 2010	711
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	712
Ressources humaines	712
Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010	712
Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010	712
Avis de concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise en date du 31 mai 2010	712
Avis de concours sur titres de technicien de laboratoire en date du 31 mai 2010	713
Avis de concours sur titres de préparateur en pharmacie en date du 31 mai 2010	713

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010 – 137 en date du 27 avril 2010 fixant le seuil en deçà duquel l'avenir d'un peuplement forestier est considéré comme « compromis »

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1 : Le nombre, la densité de tiges, de plants viables en dessous duquel l'avenir du peuplement forestier est considéré comme compromis est celui figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Au sens du présent arrêté, sont considérées comme viables les tiges ou plants indemnes de dégâts de gibiers ou peu endommagés par le gibier. Dans ce dernier cas, il s'agit soit de tiges ou de plants abroustis ou frottés possédant une bonne vitalité et n'ayant pas perdu leur dominance apicale, soit de tiges ou de plants peu écorcés et dominants dont l'écorçage ne contrarie pas la cicatrisation selon le guide pratique d'évaluation des dégâts en milieu forestier (CEMAGREF octobre 2009).

Article 3 : Sans préjudice des dispositions des articles R.425-21 et R.425-22 du Code de l'Environnement, la mise en œuvre du régime de prévention et d'indemnisation des dégâts sylvicoles dus au grand gibier soumis à plan de chasse, intervient :

- soit, dans le cas de peuplements constitués, lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- o le nombre ou la densité cumulée de tiges viables et de tiges non viables est supérieur au seuil fixé à l'article 1er du présent arrêté,
- o parmi les tiges non viables, une majorité des tiges a été endommagée par le grand gibier,

- soit lorsque l'absence ou l'insuffisance de régénération est due de façon avérée au grand gibier.

Article 4 : Le Préfet de la région Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et de chacune des préfectures des départements de la région Lorraine.

Metz, le 27 avril 2010

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

ANNEXE I

Nombre ou seuils de densité de tiges ou plants prévus à l'article 13 du décret n° 2008-259 du 14 mars 2008

Peuplements soumis à abroustissement ou frottis			
Type de peuplement	Essences concernées	Densité de tiges ou plants viables par Ha de 0 à 5 ans	Densité de tiges ou plants viables par Ha de 6 à 15 ans
Plantation et Régénération naturelle (1)	Feuillus		
	Feuillus sociaux (chêne sessile, hêtre, chêne pédonculé) - en plantation :	900	500
	- en régénération naturelle : feuillus sociaux majoritaires	2 000	1 100
	Autres feuillus (érables plane et sycomore, frêne commun, merisier, chêne rouge, aulne glutineux)	500 ou 300 en faible densité initiale (2)	400 ou 200 en faible densité initiale (2)
	Peuplier	120	110
	Noyer	100	90
	Résineux		
	Toutes essences résineuses objectif (sauf douglas, mélèzes et pins sylvestres)	900	700
	Douglas et mélèzes	800	500
	Pin sylvestre	2 000	1 400

(1) En futaie irrégulière, on considérera la densité de semis sur la surface des bouquets ou des parquets de régénération.

(2) Plantation autres feuillus faible densité : la densité initiale doit être inférieure à 500 plants/ha

Peuplements soumis à abroustissement	
Type de peuplement	Hauteur moyenne des rejets 5 années après la coupe du taillis
Taillis toutes essences confondues	2 mètres

Peuplements soumis à écorçage	
Essences	Nombre de tiges viables/ha
Peuplier	110
Hêtre	500
Frêne	400
Epicéa	700
Douglas	500
Autres feuillus et résineux	400

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
CABINET

Bureau du Cabinet

Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à M. GARCIA David.

Le 2 mai 2010, l'élève gendarme GARCIA David sauve d'une noyade certaine un jeune homme victime d'un malaise qui chute accidentellement d'un pont dans la Moselle à Pont-à-Mousson. Cette intervention met sans conteste en lumière l'abnégation et le discernement de l'élève gendarme GARCIA, qui a su faire preuve de sang-froid et de professionnalisme, pour sauver une personne d'une noyade certaine, sachant que la chute, la dangerosité et la basse température de la rivière auraient pu lui être fatales.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 7 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 - L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière (sous traitance)
- Le transport de corps après mise en bière (sous traitance)
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil (sous-traitance)
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 96-54-80

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Pietro Rosato, au maire de LUNEVILLE et au directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 juin 2010

Pour le Préfet
la directrice des libertés publiques
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 - L'entreprise de pompes funèbres «SARL PFL ROC - ECLERC » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 96-54-84

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Madame Isabelle ROSATO, gérante de la SARL « ROC – ECLERC », Madame le maire de TOUL, Monsieur le directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 juin 2010

Pour le Préfet
la directrice des libertés publiques
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'entreprise de pompes funèbres «Monument Pierre MARCHAND» susvisée, est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations et exhumations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 97-54-40.

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 – En application de l'article 8 du décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans les délai de deux mois.

Article 5 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Pierre MARCHAND, et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le maire de LABRY sous couvert de monsieur le sous préfet de BRIEY, Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé.

Nancy, le 7 juin 2010

Pour le Préfet
la directrice des libertés publiques
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 - L'entreprise « SARL Audun funéraire » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 2010-54-173

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'un an

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Frédéric BROUSSIER, Monsieur le Maire d'AUDUN LE ROMAN, Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 juin 2010

Pour le Préfet
la directrice des libertés publiques
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté du 10 juin 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard et fixant les conditions de liquidation de l'établissement.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la totalité des communes membres du syndicat s'est prononcée favorablement sur la dissolution et sur les conditions de liquidation de l'établissement ;

AR R E T E

Article 1er: Le syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard est dissous.

Article 2 : Le syndicat reverse aux communes membres du syndicat l'excédent de trésorerie, selon le mode de calcul appliqué pour les contributions communales à savoir :

- 80% des dépenses au prorata du nombre d'élèves de chaque commune,
- 20% des dépenses au prorata de la valeur du potentiel fiscal de chaque commune.

Le syndicat cède à la commune de Dieulouard, à l'Euro payable, les biens immeubles du syndicat, à savoir quatre garages.

Le syndicat cède à la commune de Dieulouard, les biens meubles du syndicat à savoir :

Biens mobiliers	Valeur initiale	Valeur résiduelle
Panneaux de basket	3 433,30 €	2,66 €
Poteaux et filets de tennis	1 550, 69 €	775,69 €

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire de Dieulouard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice générale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 10 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 3 juin 2010 portant périmètre d'une communauté de communes issue du projet de fusion entre la communauté de communes des trois vallées et la communauté de communes du Mad à l'Yron.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le périmètre de la communauté de communes issue du projet de fusion entre la communauté de communes des trois vallées et la communauté de communes du Mad à l'Yron est fixé comme suit :

ARNAVILLE, BAYONVILLE-SUR-MAD, BEAUMONT, BERNECOURT, BOUILLONVILLE, CHAMBLEY-BUSSIERES, CHAREY, DAMPVITOUX, DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE, ESSEY-ET-MAIZERAIS, EUVEZIN, FEY-EN-HAYE, FLIREY, HAGEVILLE, HANNONVILLE-SUZEMONT, JAULNY, LIMEY-REMENAUVILLE, LIRONVILLE, MAMEY, MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS, MARS-LA-TOUR, ONVILLE, PANNES, PUXIEUX, REMBERCOURT-SUR-MAD, SAINT-BAUSSANT, SAINT-JULIEN-LES-GORZE, SEICHEPREY, SPONVILLE, THIAUCOURT-REGNIEVILLE, TRONVILLE, VANDELAINVILLE, VIEVILLE-EN-HAYE, VILLECEY-SUR-MAD, WAVILLE, XAMMES ET XONVILLE.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et les sous-préfets de Briey et de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux maires des communes et aux présidents des communautés de communes concernées.

Nancy le 3 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 28 mai 2010 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées sur le territoire des communes de TIERCELET, THIL et VILLERUPT en vue de l'exécution des travaux de sondages archéologiques nécessaires à la liaison routière BELVAL/A30

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant le caractère d'intérêt général que présentent les travaux projetés ;

ARRETE

Article 1er - Les agents mandatés par les services du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées situées sur le territoire des communes de TIERCELET, THIL, VILLERUPT, en vue de l'exécution des travaux de sondages archéologiques préalables aux travaux de la liaison routière Belval / A30 ;

Article 2 - Les agents désignés à l'article 1er devront être porteurs d'une copie conforme du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 3 - Cette autorisation ne sera valable :

- a) pour les propriétés non closes, qu'à l'expiration d'un délai d'affichage de 10 jours du présent arrêté en mairie ;
 - b) pour les propriétés closes, qu'après un délai de 5 jours à dater de la notification du présent arrêté aux propriétaires intéressés.
- L'accès des maisons d'habitation est interdit.

Article 4 - A défaut d'accord amiable entre les propriétaires intéressés et le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, tout dommage causé aux propriétés, champs et récoltes, par les travaux désignés à l'article 1er, sera réglé par le Tribunal Administratif de Nancy.

Article 5 - La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 6 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Les maires des communes dans lesquelles seront faits les travaux, le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont invités à prêter aide et assistance aux personnes effectuant les études. Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des jalons, piquets ou repères servant au tracé.

Article 8 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY, le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et les Maires de TIERCELET, THIL et VILLERUPT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 28 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 1^{er} juin 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la liaison entre la RN52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes de REDANGE, dans le département de la Moselle, et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT, dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les acquisitions foncières n'ont pu être réalisées en totalité dans la période de validité de l'arrêté de déclaration d'utilité publique susmentionné ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : Les effets de l'arrêté interpréfectoral du 6 juillet 2005 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes de REDANGE, dans le département de la Moselle, et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT, dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont prorogés de cinq ans, à compter du 6 juillet 2010.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes de REDANGE, THIL, TIERCELET et VILLERUPT, selon les usages locaux.

L'accomplissement de cette formalité sera certifiée par les maires concernés.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de BRIEY et de THIONVILLE, les maires de REDANGE, THIL, TIERCELET et VILLERUPT, le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès des tribunaux administratifs de Nancy et de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle,

Pour le préfet,

Le secrétaire général,

Jean-Francis TREFFEL

Le préfet

de Meurthe-et-Moselle,

Pour le préfet,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE/ DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Bureau des procédures environnementales/ Service environnement, eau, biodiversité

Extrait de l'arrêté 54-2009-00047 du 8 juin 2010 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de MEREVILLE soumis au régime de la déclaration préalable avec prescriptions particulières dérogation « nickel »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : OBJET DE LA DEMANDE

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières dérogation « nickel » est donné à la commune de MEREVILLE concernant l'épandage des boues de la station d'épuration issues du traitement des eaux usées.

CARACTERISTIQUES DE LA STATION

Capacité :	1 650 équivalent habitants
Mode de traitement :	biologique à aération prolongée
Tonnage annuel maximum de boues :	24 t MS
Traitement des boues :	Néant
Stockage des boues :	Un Silo d'une capacité totale de 260 m ³ .

PLAN D'EPANDAGE

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 28 avril 2009 par la Commune de MEREVILLE. La liste des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

Le récépissé de déclaration relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station de MEREVILLE délivré le 24 JUIN 1999 est abrogé.

Article 2 : LES PRATIQUES D'EPANDAGE

L'intervalle entre deux apports de boues sera de deux ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

Article 3 : LES MODALITES DE SURVEILLANCE**LES BOUES**

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 Janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 Janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	4	2
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	2	2
Composés traces métalliques	1	0

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche)
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

LES SOLS

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

LE REGISTRE D'EPANDAGE

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle- service environnement, eau, biodiversité) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998 joint en annexe.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : PROBLEMATIQUE NICKEL

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la Commune de MEREVILLE met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Point de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS
30 B	30 E	FLAVIGNY SUR MOSELLE	62,12	1,2

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Le point de prélèvement de référence aura pour coordonnées Lambert II étendu :

Libellé du point	X	Y
30 B	883 035	2 403 483

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible DTPA (la quantité de nickel extraite par DTPA ne doit pas être supérieure à 5 mg/kg de MS et le pH ne doit être inférieur à 5,5), de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

Article 5 : FILIERE ALTERNATIVE

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront mises en décharge de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Article 6 : CONVENTIONS

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

Article 7 : RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)

Article 8 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de MEREVILLE, le maire de la commune de FLAVIGNY SUR MOSELLE, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, l'Agence Régionale de Santé – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée au Maire de la commune de MEREVILLE (pétitionnaire) et affichée dans les mairies sus-visées.

Copie du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à l'Organisme indépendant de Meurthe-et-Moselle et au service de la Navigation du nord est.

Nancy, le 8 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE 1 PARCELLES D'EPANDAGE DE BOUES DE LA STATION DE MEREVILLE

ILOT	DEPT	COMMUNE	LIEU DIT	REFERENCE CADASTRALE	SURFACE en ha	
					TOTALE	EPANDABLE
30 A	54	Flavigny sur Moselle	Navachamp	ZR 6	20	20
30 B	54	Flavigny sur Moselle	La haie des cerisiers	ZT 1, 2	9,5	9,5
30 E	54	Flavigny sur Moselle	Le bon soldat	ZT 46	4,65	4,65

POINT DE PRELEVEMENT POUR LES ANALYSES DE SOL

Référence de l'ilot	Coordonnées LAMBERT II étendu	
	X	Y
30 A	883 494	2 401 721
30 B	883 035	2 403 483

ANNEXE 2
 PROTOCOLE DE SUIVI DES PARCELLES
 SUIVI DE LA QUALITE DES SOLS ET DE LA QUALITE DES CULTURES
 COMMUNE DE MEREVILLE

De manière à assurer un minimum de risques de transfert du nickel vers les cultures et les produits alimentaires, nous proposons un suivi spécifique des parcelles et des cultures selon les modalités suivantes :

1. SUIVI DES TENEURS DANS LE SOL

Réalisation d'une nouvelle mesure du nickel total, du nickel extrait au DTPA, ainsi que de la valeur pH au même point de référence défini par ses coordonnées Lambert :

- après le premier épandage, pour vérifier l'effet de ce dernier sur la biodisponibilité du nickel ;
- puis tous les deux épandages afin de suivre l'évolution de comportement du nickel sur la parcelle.

2. SUIVI DES TENEURS DANS LES VEGETAUX

Réalisation d'analyses en nickel total sur les végétaux cultivés, après chaque épandage sur la parcelle.

Le prélèvement de végétaux sera réalisé au point de référence, caractérisé par ses coordonnées Lambert.

Seules les parties consommées seront prélevées (16 prélèvements manuels homogénéisés puis échantillonnés, pris au hasard dans un rayon de 7,50 m autour d'un point central).

Extrait de l'arrêté 54-2009-00156 du 8 juin 2010 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de LAITRE-SOUS-AMANCE soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « nickel »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : OBJET DE LA DEMANDE

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières dérogation « nickel » est donné à la Communauté de Communes du Grand Couronné concernant l'épandage de compost de boues de la station d'épuration de Laitre-sous-Amance.

CARACTERISTIQUES DE LA STATION

Capacité :	2 600 équivalents habitants,
Mode de traitement :	boues activées en aération prolongée,
Tonnage annuel maximum de boues :	42 tonnes de matière sèche par an,
Traitement des boues :	déshydratation par filtre organique, compostage,
Tonnage annuel de compost :	165 tonnes de matière sèche par an,
Stockage des boues et du compost :	un silo de 245 m ³ , une aire de filtration de 144 m ² , une aire de fermentation de 148 m ² , une aire de maturation de 147 m ² , une aire de stockage du compost de 150 m ² .

PLAN D'EPANDAGE

Le compost de boues ne pourra être épandu que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 24 décembre 2009 par la Communauté de Communes du Grand Couronné.

La liste des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

Article 2 : LES PRATIQUES D'EPANDAGE

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

Article 3 : LES MODALITES DE SURVEILLANCE

LES BOUES

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses de boues par an	Première année	Année de routine (1)
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	4	2
Composés traces métalliques	2	2

Fréquence des analyses de compost de boues par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	8	4
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	4	2
Composés traces métalliques	2	2

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche)
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

LES SOLS

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;

- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel , Plomb, Zinc et pH.

LE REGISTRE D'EPANDAGE

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998 joint en annexe.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;

- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : PROBLEMATIQUE NICKEL

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la Communauté de Communes du Grand Couronné met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Parcelles de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS
CONV 25	CONV 3, 125, 225 et 28	Amance et Laître sous Amance	56,33	0,769
LEJ 8	LEJ 14 et 34	Amance et Laître sous Amance	56,33	2,056
BOUZ 170	BOUZ 195, 102 et 194	Champenoux et Laneuvelotte	62,67	1,136
FRIZ 141	FRIZ 142	Eulmont	52,13	0,46

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Les points de prélèvement de référence auront pour coordonnées Lambert II étendu :

Libellé du point	X	Y
CONV 25	891 070	2 423 190
LEJ 8	890 650	2 423 015
BOUZ 170	894 225	2 423 480
FRIZ 141	886 780	2 423 765

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible DTPA (la quantité de nickel extraite par DTPA ne doit pas être supérieur à 5 mg/kg de MS, le pH ne doit pas être inférieur à 5,5) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

Article 5 : FILIERE ALTERNATIVE

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront évacuées vers un centre de stockage de déchets ultimes de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Article 6 : CONVENTIONS

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

Article 7 : RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)

Article 8 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Président de la Communauté de Commune du Grand Couronné, le maire de la commune d'AMANCE, le maire de la commune de CHAMPENOUX, le maire de la commune d'EULMONT, le maire de la commune de LAITRE-SOUS-AMANCE, le maire de la commune de LANEUVELLOTTE, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, l'Agence Régionale de santé – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée au Président de la Communauté de Communes du Grand Couronné (pétitionnaire) et affichée dans les mairies sus-visées. Copie du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à l'Organisme indépendant de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ANNEXE 1

PARCELLES D'EPANDAGE DU COMPOST DE BOUES DE LA STATION DE LAITRE SOUS AMANCE

PARCELLES	COMMUNE	REFERENCES CADASTRALES	SURFACE EN HA		PARCELLES DE REFERENCE ASSOCIEES
			TOTALE	EPANDABLE	
CONV 21	Laître-sous-Amance	ZD 49, 48a, 48b, 47, 51	6,39	5,85	CONV 22
CONV 22	Laître-sous-Amance	ZC 45, 46, 47	5,96	5,96	CONV 22
CONV 25	Amance	ZE 26	3,29	3,07	CONV 25

CONV 3	Laître-sous-Amance	ZD 58	1,62	1,12	CONV 25
CONV 125	Laître-sous-Amance	ZD 61	0,45	0,43	CONV 25
CONV 225	Laître-sous-Amance	ZD 60	1,72	0,58	CONV 25
CONV 26	Laître-sous-Amance	ZB 34	6,23	6,23	CONV 22
CONV 27	Laître-sous-Amance	ZE 32a, 32b	2,43	2,43	CONV 22
CONV 28	Laître-sous-Amance	ZD 54j, 54k, 56	11,41	9,97	CONV 25
LEJ 14	Laître-sous-Amance	ZA 10, 38, 34, 9	12,44	12,44	LEJ 8
LEJ 8	Laître-sous-Amance	ZE 21	3,88	2,52	LEJ 8
LEJ 34	Amance	ZE 27	4,32	3,48	LEJ 8
BOUZ 170	Champenoux	D 395, 396, 243	8,65	4,79	BOUZ 170
BOUZ 195	Champenoux	B 31	2,67	2,67	BOUZ 170
BOUZ 102	Laneuvelotte	ZD 23	3,84	2,64	BOUZ 170
BOUZ 194	Champenoux	B 8, 9, 10, 11, 12, 13	8,55	8,55	BOUZ 170
FRIS 141	Eulmont	E 566, 568, 570, 575, 578	2,01	0,92	FRIZ 141
FRIS 142	Eulmont	B 292, 294, 306, 307, 399	2,48	2,47	FRIZ 141
FRIS 130	Amance	ZD 1aj, 1ak, 1b	14,98	14,98	FRIZ 56
FRIS 56	Laître-sous-Amance	ZB 34	1,90	1,90	FRIZ 56
		Total	105,20	93,00	

POINT DE PRELEVEMENT POUR LES ANALYSES DE SOL

Référence des parcelles	Coordonnées LAMBERT II étendu	
	X	Y
CONV 22	889 500	2 423 400
CONV 25	891 070	2 423 190
LEJ 8	890 650	2 423 015
BOUZ 170	894 225	2 423 480
FRIZ 141	886 780	2 423 765
FRIZ 56	889 830	2 422 370

ANNEXE 2

PLAN D'EPANDAGE DU COMPOST DE BOUES DE LA STATION DE LAITRE SOUS AMANCE
PROTOCOLE DE SUIVI DES PARCELLES AVEC DES TENEURS EN NICKEL SUPERIEURES A 50 mg/kg de MS
SUIVI DE LA QUALITE DES SOLS ET DE LA QUALITE DES CULTURES

De manière à assurer un minimum de risques de transfert du nickel vers les cultures et les produits alimentaires, un suivi spécifique des parcelles et des cultures est mis en place selon les modalités suivantes :

1. SUIVI DES TENEURS DANS LE SOL

Réalisation d'une nouvelle mesure du nickel total, du nickel extrait au DTPA, ainsi que de la valeur pH aux mêmes points de référence (définis par coordonnées Lambert) :

- après le premier épandage, pour vérifier l'effet de ce dernier sur la biodisponibilité du nickel ;
- puis tous les deux épandages afin de suivre l'évolution de comportement du nickel sur la parcelle.

2. SUIVI DES TENEURS DANS LES VEGETAUX

Réalisation d'analyses en nickel total sur les végétaux cultivés, après chaque épandage sur la parcelle.

Le prélèvement de végétaux sera réalisé aux points de référence (définis par coordonnées Lambert) .

Seules les parties consommées seront prélevées (16 prélèvements manuels homogénéisés puis échantillonnés, pris au hasard dans un rayon de 7,50 m autour d'un point central).

Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00083 du 8 juin 2010 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement concernant l'exploitation des plans d'eau du Vieux Pré sur la commune de LONGUYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT

- Les caractéristiques techniques du barrage notamment sa hauteur et son volume tels que définis au sens de l'article R.214-112 du code de l'environnement ;
- Que les nouvelles prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau,

CONSIDERANT

- L'acte notarié en date du 03/12/2009 attestant que Mme Hélène RECH-DENTZER a vendu sa propriété à M. David RODRIGUES,
 - Que M. David RODRIGUES par lettre du 19/02/2010 s'est déclaré en tant que propriétaire et a demandé les bénéfices du présent arrêté;
- CONSIDERANT que M. David RODRIGUES, pétitionnaire, a été consulté après le CODERST afin de faire part de ses observations dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis et qu'il a émis des observations sur ce projet d'arrêté qui ont fait l'objet d'une réponse ;

ARRETE**TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION****Article 1 : Objet de l'autorisation**

M. David RODRIGUES est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter les plans d'eau du Vieux Pré sur la commune de LONGUYON,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Du 11/09/2003
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Du 27/08/1999
3.2.5.0	Barrage de retenue et digues de canaux : 1° de classe A, B, C (A) ; de classe D (D)	Déclaration	—

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Les ouvrages sont situés sur les parcelles n° 39 et 43 section ZK sur la commune de Longuyon et sont réalisés conformément aux plans déposés lors de la demande initiale d'autorisation.

SUPERFICIES DES PLANS D'EAU :

- plan d'eau E1 : 0,2 ha
- plan d'eau E2 : 0,4 ha
- plan d'eau E3 : 0,5 ha
- La surface totale en eau est de 1,1 ha.

Le plan d'eau E1 est alimenté par captage de la source du Bois de Rafour,

Le plan d'eau E2 est alimenté par captage de la source dite « culture » sur une parcelle voisine,

Le plan d'eau E3 est alimenté par les plans d'eau E1 et E2,

Les eaux rejetées via le plan d'eau E3 par un trop-plein ou lors de vidanges passeront dans un bac de décantation étanche avant de rejoindre le ruisseau de Fossieux par un fossé. Le rejet est assuré par un système de bonde basculante permettant d'évacuer le trop-plein et de vidanger les plans d'eau par les eaux du fond.

Le bac de décantation permet de retenir les matières en suspension avant rejet dans le ruisseau de Fossieux.

Le bac de décantation est équipé, en sortie, d'une grille de mailles 4 ou 6 mm.

Les plans d'eau E1 et E2 sont équipés de moines.

Les ouvrages de prise d'eau, de trop-plein et de vidange sont équipés de grilles fixes et inamovibles d'espacement 10 mm maximum entre les barreaux.

L'ouvrage de prise d'eau du plan d'eau E1, réalisé en maçonnerie, est séparé de l'exsurgence de la source du Bois de Rafour par un tronçon canalisé d'environ 15 m de long. L'eau de source arrive dans un bac de dimension 2,5x1,5x1 m disposant de trois sorties d'eau :

- une sortie de diamètre 6,5 cm pour l'alimentation du ruisseau du Vieux Pré correspondant au 1/10 de son module soit 0,7 l/s,
- une sortie de diamètre 4,6 cm pour l'alimentation du plan d'eau E1 à 0,25 l/s,
- une sortie de trop-plein vers le ruisseau du Vieux pré.

Le plan d'eau E2 est alimenté uniquement par la la source dite « culture ».

L'eau est acheminée par des tubes de PVC de diamètre 20 cm. Le tube pour l'alimentation de E1 est enterré.

Les trois plans d'eau résultent d'un déblaiement et de la mise en forme de digues. La digue du plan d'eau E3 atteint une hauteur supérieur à 2 m au niveau de l'exutoire.

Article 3 : Classement de l'ouvrage

Le barrage de retenue au niveau du plan d'eau E3 relève de la classe D.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 4 : Prescriptions spécifiques

Les travaux sur la prise d'eau devront être réalisés dans un délai de 6 mois à partir de la date de notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire prendra contact avec le service police de l'eau de la DDT et le service départemental de l'ONEMA 15 jours avant tout début de travaux. 15 jours après la fin des travaux, le pétitionnaire prendra contact avec les mêmes services pour réaliser le contrôle de la bonne exécution de cette prescription.

Aucun barrage, seuil ou obstacle permanent ou temporaire, dans les lits des ruisseaux du Vieux Pré et de Fossieux, permettant de relever le niveau d'eau, n'est autorisé.

Tout élevage piscicole intensif ou semi-intensif nécessitant le nourrissage des poissons, l'épandage d'engrais ou de matières organiques est strictement interdit.

Les vidanges de ces plans d'eau doivent faire l'objet d'un dossier de déclaration et sont interdites du 1er décembre au 31 mars.

Les vidanges devront être étalées sur une période de 30 jours afin d'éviter une augmentation trop importante du débit du ruisseau de Fossieux. Pour cela, le débit en sortie de vidange sera limité à environ 9l/s.

Une pêche adaptée devra être réalisée dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté après validation des plans du projet par le service de police de l'eau.

Une vidange complète de l'étang sera réalisée dans un délai de deux ans à partir de la date de notification du présent arrêté. Cette vidange aura pour but l'élimination des espèces indésirables et se fera sous contrôle de l'ONEMA et du service police de l'eau.

Le débit minimal du ruisseau du Vieux Pré entre la prise d'eau et la restitution des eaux ne devra pas être inférieur au 1/10 ème du module du cours d'eau. Ce débit réservé est estimé à 0,7 l/s. Ce débit est contrôlé par le diamètre de l'ajutage de 6,5 cm dans l'ouvrage de prise d'eau.

Au niveau des plans d'eau, l'entretien consistera en un faucardage de la végétation aquatique à une fréquence ne devant pas être inférieure à 5 ans.

Un entretien des berges des cours d'eau du Vieux Pré et de Fossieux devra être réalisé dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté. La ripisylve devra être reconstituée, où cela est nécessaire, avec des essences adaptées, tels que : saules aulnes, frênes....

Tous les obstacles présents dans les cours d'eau du Vieux Pré et de Fossieux devront être enlevés dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 5 : Prescriptions spécifiques relatives au barrage de retenue

Le barrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution du dossier à partir de la date de notification du présent arrêté ;
 - constitution du registre à partir de la date de notification du présent arrêté ;
 - élaboration des consignes écrites après la première vidange ;
- réalisation d'une visite technique approfondie lors de la première vidange, puis tous les 10 ans ;

Le barrage est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° de l'article R. 214-124 du code de l'environnement.

Article 6 : Moyens d'entretien et de surveillance

Un entretien régulier des ruisseaux du Vieux Pré et de Fossieux doit être réalisé selon l'article L.215-14 du code de l'environnement sans modification de leurs profils en long et en travers.

Les ouvrages, les plans d'eau seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Afin de contrôler le débit en période de vidange, une échelle limnimétrique est placée au niveau du fossé par où les eaux se rejettent dans le ruisseau de Fossieux. Cette échelle devra être étalonnée en hauteur/débit.

Article 7 : Prescription générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Conformément à l'article L. 432-5 du code de l'environnement, le canaux d'amenée et de fuite (trop-plein, vidange, ...) devront être équipés des dispositifs empêchant la pénétration du poisson. Ces dispositifs sont des grilles fixes d'un espacement maximal de 10 mm entre les barreaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Conformément à l'article L. 432-10, il est interdit:

- D'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;
- D'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce ;
- D'introduire dans les eaux classées en première catégorie, en vertu du 10° de l'article L. 436-5, des poissons des espèces suivantes : brochet, perche, sandre et black-bass ;

Le débit naturel du ruisseau entre les ouvrages de dérivation des eaux vers l'étang et de restitution devra être prioritairement maintenu de sorte à préserver la vie et la circulation du poisson ;

Les eaux restituées au ruisseau devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

En toutes saisons et quelque soient les circonstances, la libre circulation de l'eau et du poisson sera toujours maintenue dans le ruisseau, et le débit prélevé ne pourra affecter la vie piscicole.

Les poissons de l'étang seront issus de piscicultures agréées, les factures seront fournies sur demande du service chargé de la police de l'eau.

La vente de poissons à destination du repeuplement des rivières est subordonnée à l'agrément préalable de la pisciculture prévu par l'article L. 432-12 du code de l'environnement.

Aucun ouvrage, susceptible d'empêcher la libre circulation du poisson et des sédiments, ne sera placé dans le lit des ruisseaux. Tous les ouvrages existants seront enlevés dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La vidange de ces plans d'eau est soumise au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.4.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée de la vidange.

Les espèces de poissons indésirables devront être éliminées lors de pêches ou de vidanges.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptibles d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau de Fossieux ou à des tiers.

Lors de la vidange, aucuns poissons ou crustacés présents dans le plan d'eau ne doivent passer dans les cours d'eau

La remise en eau se fera progressivement en conservant un débit minimal dans le ruisseau.

Les opérations d'entretien des cours d'eau (curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des opérations d'entretien.

III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 9 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 10 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 11 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 12 : Condition de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R214-20 du code de l'environnement.

Article 13 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 14 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 15 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 17 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

- LONGUYON

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché en mairie de Longuyon pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de LONGUYON.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 18 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous préfet de BRIEY, le maire de la commune de LONGUYON, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef de service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de la commune intéressée.

Nancy, le 8 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

PJ : arrêtés de prescriptions générales

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté n°10.BI.33 du 10 juin 2010 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer :

- les correspondances courantes dans les matières la concernant,
- les bordereaux d'envoi.

En cas d'absence de Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, la même délégation de signature est consentie à Mme Edith CHARRIAU-CORON, attachée, adjointe au chef du pôle juridique interministériel et Mme Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure.

Article 2 : Dans le cadre des contentieux, délégation à l'effet de représenter l'Etat est confiée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, et à Mme Edith CHARRIAU-CORON, attachée, adjointe au chef du pôle juridique interministériel.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 5 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.24 du 15 avril 2010 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sophie ROUSSAUX et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 juin 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-039 en date du 4 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose d'un portique de signalisation à la bifurcation A31/A313 au PR 274+100

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	Sens 1 : AK5 270+200 B31 276+100 Sens 2 : AK5 277+500 B31 271+700	
SENS	3	
SECTION	Courante	
NATURE DES TRAVAUX	Destruction de massifs béton existants, création de massifs béton pour pose d'un portique à la bifurcation A31/A313 au PR 274+100	
PERIODE GLOBALE	Nuits du 9 au 11 juin 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation du sens 1 sur le sens 2, fermeture de l'aire de service de Loisy, fermeture de la sortie A313/Pont à Mousson et bretelle de sortie 27 (Atton) Vitesse limitée à 90km/h en section courante et 50 km/h dans le basculement. Interdiction de doubler	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Metz	MISE EN PLACE PAR : - CEI Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuits du 9 juin 2010 et du 10 juin 2010 de 21h00 à 6h00	Sens 1 : 270+200-276+100 Sens 2 : 2377+500-271+700	Basculement du sens 1 sur le sens 2 (Schéma CF 122a)	- Fermeture de l'aire de service de Loisy - Fermeture de la sortie A313 (Pont-à-Mousson) - Fermeture de la sortie N° 27 (Atton) Pour l'ensemble de ces fermetures les usagers seront dirigés vers la sortie N° 28 (Lesménils) pour retrouver les directions Atton, Pont-à-Mousson.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de ATTON ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de ATTON.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SES,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 4 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-043 en date du 11 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection des glissières sur la RN 52 du PR 22+200 au PR 25+000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN - 52	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 22+500 au PR25+000, sens 3	
SENS	Metz ==> Belgique et Belgique ==> Metz	
SECTION	Section courante + bretelles des échangeurs de Mont-Saint-martin VAL et Longlaville	
NATURE DES TRAVAUX	Mise en conformité des équipements de sécurité entre les PR 22+200 et PR 25+000	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 14 juin au vendredi 18 juin 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	* PHASE I : Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire. Fermeture d'une bretelle de sortie. Mise en place d'itinéraire d'une déviation. * PHASE II : Fermeture d'une bretelle d'accès. Mise en place d'itinéraire de déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR: - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lundi 14 juin 2010 à 21h00 au mardi 15 juin 2010 à 5h00.	Sens 1 KC1 PR 22+500 Sens 2 AK5 PR 24+950	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL. - Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Longlaville. - Neutralisation de la voie de gauche.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation par la bretelle d'accès à la RN52 de l'échangeur Mont-Saint-Martin VAL. Puis, fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur Longlaville. - Dans le sens Belgique-Metz, neutralisation de la voie de gauche entre les PR24+950 et 23+700. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction de la ville de Mont-Saint-Martin, puis à réintégrer la RN52 par la bretelle d'accès de l'échangeur Mont-Saint-Martin VAL ; et, à continuer en direction de la Belgique. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la voie de droite.

2	Du mardi 15 juin 2010 à 21h00 au mercredi 16 juin 2010 à 5h00.	Sens 1 KC1 PR 22+500	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL. - Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Longlaville.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation par la bretelle d'accès à la RN52 de l'échangeur Mont-Saint-Martin VAL. Puis, fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur Longlaville.
		Sens 2 AK5 PR 24+950	- Neutralisation de la voie de gauche.	- Dans le sens Belgique-Metz, neutralisation de la voie de gauche entre les PR24+950 et 23+700. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction de la ville de Mont-Saint-Martin, puis à réintégrer la RN52 par la bretelle d'accès de l'échangeur Mont-Saint-Martin VAL ; et, à continuer en direction de la Belgique. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la voie de droite.
3	Du mercredi 16 juin 2010 à 21h00 au jeudi 17 juin 2010 à 5h00.	Sens 2 KC1 Début de bretelle	- Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Longlaville.	- Dans le sens Belgique-Metz, fermeture obligatoire de la bretelle d'accès en direction de Metz de l'échangeur Longlaville. - Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Longlaville en direction de la Belgique, puis à faire demi-tour au poste de douane.
4	Du jeudi 17 juin 2010 à 21h00 au vendredi 18 juin 2010 à 5h00.	Sens 2 KC1 Début de bretelle	- Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Longlaville.	- Dans le sens Belgique-Metz, fermeture obligatoire de la bretelle d'accès en direction de Metz de l'échangeur Longlaville. - Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Longlaville en direction de la Belgique, puis à faire demi-tour au poste de douane.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Mont saint Martin et Longlaville
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, le commissaire de Longwy, le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à Monsieur le Maire de la commune de Mont saint Martin et Longlaville,

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 11 juin 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
P/ le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-046 en date du 11 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52 du PR 0+00 au PR 25+00.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN-52	
POINTS REPERES (PR)	00+000 à 25+000	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Entre l'échangeur de Crusnes et l'échangeur de Longlville	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'entretien et de fauchage	
PERIODE GLOBALE	Du 14 juin au 02 juillet 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur ou se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs concomitants (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: -DIR Est	MISE EN PLACE PAR: - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 14 juin au 02 juillet 2010 entre 8h30 et 15h	Sortie ou entrée échangeur Crusnes Bréhain-la-Ville Tiercelet Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine Mexy Pulventeux Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs concomitants
2	Du 14 juin au 02 juillet 2010 entre 8h30 et 15h	Sortie ou entrée échangeur Crusnes Bréhain-la-Ville Tiercelet Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine Mexy Pulventeux Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs concomitants

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers la Montagne, Haucourt-Moulaine, Mexy, Pulventeux, Cosnes et Romain, Mont saint Martin, Longlville.

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, le commissaire de Longwy, le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à Messieurs les Maires de Crusnes, Bréchain-la-Ville, Tiercelet, Villers la Montagne, Haucourt-Moulaine, Mexy, Pulventeux, Cosnes et Romain, Mont saint Martin, Longlaville.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 11 juin 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle

P/ le Préfet et par délégation

Le chef de la division d'exploitation de Metz

David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Extrait de l'arrêté ARS/DT54/2010/N° 17 du 31 mai 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Briey en tant que centre de vaccination, centre de lutte contre la tuberculose et centre d'information, de dépistage, de diagnostic et de traitement des infections sexuellement transmissibles

Le directeur général de l'agence régionale de santé

ARRETE

Article 1er : Le Centre Hospitalier de Briey est habilité en tant que :

Centre de Vaccination (CV)

Centre de Lutte Contre la Tuberculose (CLAT)

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

Les centres sont situés à l'hôpital Maillot – 31 avenue Albert de Briey à Briey .

La présente habilitation a pour objet de permettre au centre hospitalier de Briey d'exercer, pour les usagers, les activités suivantes :

- les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L.3111-1 du code de la santé publique ;
- la lutte contre la tuberculose afin d'en assurer la prophylaxie individuelle, familiale et collective, notamment pour les enquêtes autour des cas, le diagnostic et traitement, et la vaccination gratuite par le vaccin antituberculeux BCG ;
- la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme et gratuite, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement ambulatoire.

Article 2 : Cette habilitation est accordée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de ces missions.

Article 4 : Si les modalités de fonctionnement des centres ne permettent plus de répondre aux obligations fixées aux articles :

- D.3111-23 et D.3111-25 pour les vaccinations,
- D.3112-7 et D.3112-9 pour la lutte contre la tuberculose,
- D.3121-39 et D.3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure l'établissement de s'y conformer dans le délai qu'il fixe et retire l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti.

En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Article 5 : Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du Centre Hospitalier de Briey et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mai 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé,

Dr Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/338 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Denis ATTENOT, « Association M'LA » 64, rue de Liverdun, 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1035136 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Denis ATTENOT, « Association M'LA » 64, rue de Liverdun, 54200 Villey-Saint-Etienne.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/339 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Anne BOISSEZ, Association UMLAUT, 59, rue Emile Cové, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1000312 et 3-1000311 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Anne BOISSEZ, Association UMLAUT, 59, rue Emile Cové, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/340 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Isabelle CHAIGNE, « L'autre canal » 45, Boulevard d'Austrasie, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1000302 et 3-1000303 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Isabelle CHAIGNE, « L'autre canal » 45, Boulevard d'Austrasie, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/341 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Prune CHARROIS, Association AKUSTA, 31, rue de Malzéville, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 3-1035153 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Prune CHARROIS, Association AKUSTA, 31, rue de Malzéville, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/342 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Serge CLAUDE, Association « En Verre et Contre Tout » 16, rue Mathieu, 54110 DOMBASLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 54-0437 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Serge CLAUDE, Association « En Verre et Contre Tout » 16, rue Mathieu, 54110 Dombasle.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/343 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Carole COMMUN, Association « 2 D TOUR », 17, rue de Verdun, 54220 MALZEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1002450 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Carole COMMUN, Association « 2 D TOUR », 17, rue de Verdun, 54220 Malzéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/344 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Sarah FORD, Association « RAMIREZ et Cie » MJC des Trois Maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 54-0184 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Sarah FORD, Association « RAMIREZ et Cie » MJC des Trois Maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/345 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Madame Laurence GILLOT, Association « ECHO » 7 bis, rue de la Libération, 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 54-0441 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Laurence GILLOT, Association « ECHO » 7 bis, rue de la Libération, 54200 Villey-Saint-Etienne.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/346 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Daniel GINDELE, « Daniel Gindelé Productions » ZI Ludres Fléville, 870, rue Denis Papin, BP 30125, 54715 LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant le numéro 54-0431 et 54-0432 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Daniel GINDELE, « Daniel Gindelé Productions » ZI Ludres Fléville, 870, rue Denis Papin, BP 30125, 54715 Ludres.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/347 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Marie-Jeanne GRANDCLAUDE, « EHPAD le Haut du bois », 25, rue de la République, 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1035130 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marie-Jeanne GRANDCLAUDE, « EHPAD le Haut du bois », 25, rue de la République, 54140 Jarville-la-Malgrange.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/348 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Stéphane GREGOIRE, « ICI D'AILLEURS » 32 bis, rue Raymond Poincaré, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0243 et 3-1002452 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Stéphane GREGOIRE, « ICI D'AILLEURS » 32 bis, rue Raymond Poincaré, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/349 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Laurent HENART, « Opéra national de Lorraine » 1, rue Sainte-Catherine, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère, 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0578, 54-0579 et 54-0580 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Laurent HENART, « Opéra national de Lorraine » 1, rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/350 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Frédéric JOYEUX, « Théâtre de Cristal », 30, rue de la Liberté, 54112 VANNES-LE-CHATEL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1035127 et 3-1035129 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric JOYEUX, « Théâtre de Cristal », 30, rue de la Liberté, 54112 Vannes-le-Châtel.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/351 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Patrick KADER, « Nancy Jazz Pulsations » 106, Grande rue, BP 32338, 54023 NANCY CEDEX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0104 et 54-0264 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Patrick KADER, « Nancy Jazz Pulsations » 106, Grande rue, BP 32338, 54023 Nancy Cédex.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/352 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur David KELLER, « Association Empreintes » 14, rue du Cheval blanc, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1035145 et 3-1035146 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur David KELLER, « Association Empreintes » 14, rue du Cheval blanc, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/353 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Madame Clotilde LEGUAY, « Compagnie INCOGNITO » 9, rue de la Fontenelle, 54520 LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1035112 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Clotilde LEGUAY, « Compagnie INCOGNITO » 9, rue de la Fontenelle, 54520 Laxou.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/354 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Maxime LEHEMBRE, Association « OLAVACH A.T.A. » 174, rue des Brasseries, 54320 MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 2-1035101 et 3-1035102 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Maxime LEHEMBRE, Association « OLAVACH A.T.A. » 174, rue des Brasseries, 54320 Maxéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/355 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Madame Marion LHUILLIER, Mairie d'Essey-lès-Nancy, 1, Place de la République, 54270 ESSEY-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère catégorie portant les numéros 1-1035096, 1-1035097 et 1-1035098 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marion LHUILLIER, Mairie d'Essey-lès-Nancy, 1, Place de la République, 54270 Essey-lès-Nancy.

Licence 1-1035096 : Salle Maringer 10, rue Parmentier, 54270 Essey-les-Nancy

Licence 1-1035097 : Maison des Associations 1, rue des Basses Ruelles, 54270 Essey-les-Nancy

Licence 1-1035098 : Maison de la Parentalité, Place de la République, 54270 Essey-les-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/356 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Madame Fabienne LORONG-BUZZI, « Centre culturel Pablo Picasso » Place Leclerc, 54310 HOMECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère, 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 1-1008279, 2-1008269 et 3-1008270 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Fabienne LORONG-BUZZI, « Centre culturel Pablo Picasso » Place Leclerc, 54310 Homécourt.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/357 du 5 mai 2010 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles accordée à Monsieur Arnold METROT, « PATCH WORK PRODUCTION » 11, rue Saint-Maurice, 54850 MESSEIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1002533 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Arnold METROT, « PATCH WORK PRODUCTION » 11, rue Saint-Maurice, 54850 Messein.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/358 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Arnold METROT, « PATCH WORK PRODUCTION » 11, rue Saint-Maurice, 54850 MESSEIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3ème catégorie portant le numéro 3-1035135 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Arnold METROT, « PATCH WORK PRODUCTION » 11, rue Saint-Maurice, 54850 Messein.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/359 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Frédéric SAINT-DIZIER, « LABEL LN » 32, rue Alexandre 1er, 54130 SAINT-MAX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0109 et 54-0300 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric SAINT-DIZIER, « LABEL LN » 32, rue Alexandre 1er, 54130 Saint-Max.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/360 du 5 mai 2010 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jacques SPIGOLON, Association « La Bande passante » 12, rue de Fontenoy, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2ème catégorie portant le numéro 2-1035134 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jacques SPIGOLON, Association « La Bande passante » 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/361 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Pascal VIGNE, Association « MAKING WAVES » 34, rue Bassompierre, 54000 NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0531 et 54-0532 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Pascal VIGNE, Association « MAKING WAVES » 34, rue Bassompierre, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/362 du 5 mai 2010 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Monsieur Jacky ZANARDO, Ville de Jarny, Place Paul Mennegand, BP 19, 54801 JARNY CEDEX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1ère 2e et 3e catégorie portant les numéros 1-1035118 à 1-1035122 ; 2-1035123 et 3-1035124 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jacky ZANARDO, Ville de Jarny, Place Paul Mennegand, BP 19, 54801 Jarny Cédex.

N° 1-1035118 Bibliothèque municipale 20, Avenue de la République, 54800 Jarny

N° 1-1035119 Vieux Colombier 8, rue Emile Bouchotte, 54800 Jarny

N° 1-1035120 Espace Socio-culturel 14, Avenue de la République, 54800 Jarny

N° 1-1035121 Centre Jules Romain 29 bis, rue Claude Debussy, 54800 Jarny

N° 1-1035122 Salle polyvalente Jean Lurçat Espace Gilbert Schwartz, 54800 Jarny

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2010/363 du 5 mai 2010 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles accordées à Monsieur Alain ZANON, « ALZA PRODUCTION » 32, rue de Rozélieures, 54300 LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

AR R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2ème et 3ème catégorie portant les numéros 54-0415 et 54-0416 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alain ZANON, « ALZA PRODUCTION » 32, rue de Rozélieures, 54300 Lunéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 5 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 portant prorogation de la durée du mandat des conseillers du salarié

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : La durée du mandat des conseillers du salarié figurant sur la liste des personnes habilitées, par arrêté préfectoral du 29 juin 2007, à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est prorogée jusqu'au 15 septembre 2010.

Article 2 : Leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe-et-Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

Article 3 : La liste évoquée à l'article 1^{er} ci-dessus est tenue à la disposition des salariés concernés dans chaque section d'inspection du travail, chaque subdivision d'inspection du travail des transports, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles et dans chaque mairie du département. Elle a été publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 7 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de la décision du 8 juin 2010 d'agrément – renouvellement d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er : La Société ACTHIS - 32 avenue Charles de Gaulle – 54425 PULNOY - SIRET 499 328 516 000 20 Code APE 8899B est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} avril 2010.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 8 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service agriculture - forêt - chasse

Extrait de l'arrêté préfectoral 2010/DDT54/AFC/UASAHF/N° 230 du 8 juin 2010 portant dissolution de l'Union des Associations Syndicales d'Améliorations Hydrauliques et Foncières de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - L'Union des associations syndicales d'améliorations hydrauliques et foncières de Meurthe-et-Moselle est dissoute.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté N°2010/DDT54/AFC/217 du 12 mai 2010 relatif au financement du surcoût des repères électroniques de première identification des petits ruminants

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les établissements de l'élevage (EdE) ayant pour mission d'identifier les animaux, ont l'obligation de gérer les commandes des repères d'identification agréés par le ministère en charge de l'agriculture et d'approvisionner les éleveurs ;

CONSIDERANT que les établissements de l'élevage (EdE) ont été déclarés comme bénéficiaires de l'aide accordée pour la prise en charge du surcoût des repères électroniques de première identification des petits ruminants (repère auriculaire et bague de paturon) ;

CONSIDERANT que la direction départementale des territoires (et de la mer) ou la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture est désignée comme service instructeur (=organisme de tutelle) de l'établissement de l'élevage (EdE) ;

A R R E T E

Article 1^{er}. – Les établissements de l'élevage (EdE) en tant que responsables des commandes des repères électroniques de première identification (repère auriculaire ou bague de paturon) destinés à l'identification des petits ruminants peuvent demander à l'agence de services et de paiement (ASP) le remboursement du surcoût de ces repères à hauteur de 80 centimes d'euro maximum par repère pour l'année 2010.

Article 2. – Le remboursement du surcoût des repères électroniques de première identification n'est pris en compte que sur la base du dépôt d'un dossier complet par l'EdE une fois par trimestre¹, auprès du service instructeur dont il dépend [département et adresse du service instructeur (cf. liste en annexe 5)].

Le calendrier prévisionnel de dépôt des dossiers de demande de remboursement par l'EdE au service instructeur dont il dépend est le suivant :

- Pour l'année 2010 : 15 juin, 15 septembre et 15 décembre.
- Pour l'année 2011 : 15 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.
- Pour l'année 2012 : 15 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.
- Pour l'année 2013 : 15 mars, 30 juin et 1^{er} novembre.

Ce dossier contient obligatoirement les éléments suivants :

- le nombre de repères électroniques de première identification commandés sur la période ;
- la copie de chaque facture émise par le fabricant et relative à une commande de repères électroniques de première identification effectuée sur la période. Les factures doivent être payées par l'EdE ;
- un extrait de compte attestant le paiement du fabricant par l'EdE (la Chambre d'Agriculture le cas échéant) ;
- un RIB lors de la première demande de paiement ;
- une demande de paiement dont le modèle est fourni en annexe de l'arrêté (cf annexe 6 de la présente note de service).

Les copies de chaque facture de commande de repères électroniques de première identification payées par l'EdE au fabricant, doivent faire apparaître lisiblement les informations suivantes :

- le coût du repère d'identification électronique de première identification commandé ;
- le nombre de repères électroniques de première identification ;
- la date de la commande des repères électroniques de première identification.

Tout dossier non conforme aux exigences décrites ci-dessus, ne pourra être pris en compte par le service instructeur, pour le remboursement du surcoût du repère électronique de première identification.

¹ sauf pour les établissements de l'élevage de l'Aveyron (12), de PACA (04, 05, 06, 13, 83, 84), de la Haute-Loire (43), du Lot (46), de la Lozère (48), des Pyrénées Atlantiques (64), des Deux-Sèvres (79), du Tarn (81), du Poitou-Charentes (16, 17 et 86) et de la Haute-Vienne (87), qui peuvent transmettre mensuellement, si cela s'avère nécessaire, au service instructeur, le dossier de demande de paiement.

Les factures émises par les EdE à l'attention des éleveurs pour le paiement des repères électroniques de première identification doivent faire apparaître lisiblement les informations suivantes :

- le montant HT du repère électronique de première identification;
- le montant de la prise en charge du surcoût du repère électronique de première identification par rapport à un repère d'identification conventionnel par le co-financement en distinguant la subvention accordée par le FEADER et la subvention nationale ministérielle.

Article 3. – Le service instructeur de l'EdE saisit dans un délai de trois semaines maximum à compter de la réception des éléments listés à l'article 2, dans la base OSIRIS, les montants relatifs à la facturation du surcoût des repères électroniques de première identification afin de mettre ces informations à disposition de l'organisme payeur agréé (le montant du surcoût est calculé sur la base de 80 centimes d'euro maximum par repère électronique commandé par l'EdE au fabricant).

Le calendrier prévisionnel de saisie des dossiers à compter de la réception des éléments listés à l'article 2, dans la base OSIRIS, conduisant à l'autorisation de paiement par le service instructeur est le suivant :

- Pour l'année 2010 : 5 juillet, 5 octobre.
- Pour l'année 2011 : 5 janvier, 20 mars, 20 juillet et 20 octobre.
- Pour l'année 2012 : 20 janvier, 5 avril, 20 juillet et 20 octobre.
- Pour l'année 2013 : 20 janvier, 5 avril, 20 juillet et 20 novembre.

L'organisme payeur verse à l'EdE/ERE une fois par trimestre avec une première échéance le 31 juillet 2010, le montant du surcoût du repère électronique de première identification dans les plus brefs délais et en tout état de cause dans un délai maximum de trois semaines à compter de la demande de paiement dans la base OSIRIS par le service instructeur de l'EdE.

Le calendrier prévisionnel de paiement de l'EdE par l'organisme payeur (ASP) est le suivant :

- Pour l'année 2010 : 31 juillet et 31 octobre
- Pour l'année 2011 : 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre.
- Pour l'année 2012 : 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 31 octobre.
- Pour l'année 2013 : 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 15 décembre.

L'organisme payeur peut effectuer chaque année des contrôles par sondage sur 5% des dossiers EdE qui leur sont transmis par les organismes de tutelle via la base OSIRIS. Dans ce cas, le délai de paiement de l'EdE par l'organisme payeur agréé (ASP), défini ci-dessus est susceptible de dépasser les trois semaines. L'EdE ne pourra alors porter aucune réclamation auprès de son service instructeur.

Article 4. – Cet arrêté prend effet au 15 avril 2010.

Article 5. – Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement de l'élevage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 mai 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Service jeunesse, éducation populaire et sport

Extrait de l'arrêté du 4 mai 2010 accordant agrément à des associations sportives

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1890	Comité Départemental d'Aéromodélisme 45 impasse Bernier - 54710 LUDRES	AEROMODELISME
54 S 1891	Comité de Meurthe et Moselle des Sports de Contact et Disciplines Associées 34 route de Pont St Vincent 54550 SEXEY AUX FORGES	SPORTS DE CONTACT ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1892	Comité Départemental de Taekwondo de Meurthe et Moselle Maison Régionale des Sports de Lorraine 13 rue Jean Moulin - BP 70001 - 54510 TOMBLAINE	TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1893	Cercle Nautique Liverduois 3 chemin de la noue - 54460 LIVERDUN	AVIRON
54 S 1894	Association Champibad 2 rue Lucien Hinzelin - 54250 CHAMPIGNEULLES	BADMINTON
54 S 1895	Association Synergique du Nautisme sur la Moselle en 54 (ASNM54) 10 rue du Capitaine Marchal - 54390 FROUARD	CLUBS OMNISPORTS
54 S 1896	Neuves-Maisons Cyclisme 828 route de Maron - 54230 CHALIGNY	CYCLISME
54 S 1897	Association EPMM Sports pour Tous : Yogarmonie Hôtel de Ville Place Suzanne Pierre - 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	EPMM
54 S 1898	Cercle d'Escrime de Laxou 6 rue des Affouages - 54520 LAXOU	ESCRIME
54 S 1899	Olympique de Moutiers Mairie - 8 rue de Metz - 54660 MOUTIERS	FOOTBALL
54 S 1900	Grand Nancy ASPTT HB – GN ASPTT HB 31 bis avenue du Général Leclerc - 54000 NANCY	HANDBALL
54 S 1901	Randos Tomblaine 54 Espace Jean Jaurès 3 avenue de la Paix - 54510 TOMBLAINE	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1902	Champigneulles Taekwondo Club 28 rue de l'orée du bois - 54250 CHAMPIGNEULLES	TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1903	Taekwondo Club Heillecourt 30 rue de la Valserine - 54180 HEILLECOURT	TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1904	Association Champigneullaise	

de Tennis de Table
8, rue de Talintés - 54250 CHAMPIGNEULLES
54 S 1905 Ecole de Judo-Jujitsu de Beuveille
7 rue Jean de la Fontaine - 54620 BEUVEILLE

TENNIS DE TABLE

JUDO

Article 2 : Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 17 mai 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental
de la Cohésion Sociale,
Daniel BOUFFIER.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES*Paierie départementale***Procuration sous seing privé du 7 mai 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature**

Le soussigné Annie ROUILLEAUX Payeur Départemental de Meurthe et Moselle

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Martine ARNOULD

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi transmettre à Martine ARNOULD tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Martine ARNOULD

Contrôleur principal

Signature du mandant

Annie ROUILLEAUX

TRESORIER PRINCIPAL

donner délégation à Martine ARNOULD pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Martine ARNOULD

Signature du délégant

Annie ROUILLEAUX

Nancy, le 07 mai 2010

Procuration sous seing privé du 7 mai 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné Annie ROUILLEAUX Payeur Départemental de Meurthe et Moselle

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Anne Marie CAMBEFORT

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi transmettre à Anne-Marie CAMBEFORT tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Anne-Marie CAMBEFORT

Contrôleur principal

Signature du mandant

Annie ROUILLEAUX

Trésorier principal

donner délégation à Anne-Marie CAMBEFORT pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Anne-Marie CAMBEFORT

Signature du délégant

Annie ROUILLEAUX

Nancy, le 07 mai 2010

*Trésorerie du Jarnisy***Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature**

Le soussigné Eric PERNOT, Chef de poste de la Trésorerie du JARNISY

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BUTTIGNOL Solange, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la

gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BUTTIGNOL Solange les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Chef de poste

Signature du mandataire
Solange BUTTIGNOL
Contrôleur

le cas échéant,

donner délégation à Madame BUTTIGNOL Solange pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant
Eric PERNOT
Chef de poste

Signature du délégataire
Solange BUTTIGNOL
Contrôleur

Jarny, le 6 janvier 2010

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné Eric PERNOT, Chef de poste de la Trésorerie du JARNISY

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BEAUCART Evelyne Contrôleur Principal

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BEAUCART Evelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Chef de poste

Signature du mandataire
Evelyne BEAUCART
Contrôleur principal

le cas échéant,

donner délégation à Madame BEAUCART Evelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant
Eric PERNOT
Chef de poste

Signature du délégataire
Evelyne BEAUCART
Contrôleur principal

Jarny, le 6 janvier 2010

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné Eric PERNOT, Chef de poste de la Trésorerie du JARNISY

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BOLONI, Agent de recouvrement

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BOLONI Nelly tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant
Eric PERNOT
Chef de poste

Signature du mandataire
Nelly BOLONI
Agent de recouvrement

donner délégation à Madame BOLONI Nelly pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant
Eric PERNOT
Chef de poste

Signature du délégataire
Nelly BOLONI
Agent de recouvrement

Jarny, le 6 janvier 2010

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné Eric PERNOT, Chef de poste de la Trésorerie du JARNISY

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame RITZ Laurence, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame RITZ Laurence tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant

Eric PERNOT

Chef de poste

Signature du mandataire

Laurence RITZ

Contrôleur

donner délégation à Madame RITZ Laurence pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégant

Eric PERNOT

Chef de poste

Signature du délégataire

Laurence RITZ

Contrôleur

Jarny, le 6 janvier 2010

*Trésorerie de Nomeny***Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature**

La soussignée Catherine POLISZCZUK, Trésorière de NOMENY

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Annie BODENREIDER, contrôleur principal du Trésor Public

lui donner pouvoir de gérer et administrer, en son absence, pour lui et en son nom, la Trésorerie de NOMENY,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de NOMENY, entendant ainsi transmettre à Madame Annie BODENREIDER, tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Annie BODENREIDER

Contrôleur principal

Signature du mandant

Catherine POLISZCZUK

Inspecteur

le cas échéant,

donner délégation à Mme Annie BODENREIDER, contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Annie BODENREIDER

Contrôleur principal

Signature du délégant

Catherine POLISZCZUK

Inspecteur

Nomeny, le 16 avril 2010

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

La soussignée Catherine POLISZCZUK, Trésorière de NOMENY

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général, Monsieur Michel THOMAS, contrôleur du Trésor Public,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, en son absence et en l'absence de l'adjointe, pour lui et en son nom,

la Trésorerie de NOMENY,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de NOMENY, entendant ainsi transmettre à Mr Michel THOMAS, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Michel THOMAS
Contrôleur

Signature du mandant
Catherine POLISZCZUK
Inspecteur

Nomeny, le 16 avril 2010

Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson

Procuration sous seing privé du 6 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de PONT- A-MOUSSON

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général, Madame Murielle MARTIN, contrôleur lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de PONT-A-MOUSSON d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Mme Murielle MARTIN, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Murielle MARTIN
Contrôleur

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier

le cas échéant,

donner délégation à Mme Murielle MARTIN pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Murielle MARTIN
Contrôleur

Signature du délégant
Solange OSETE
Trésorier

Pont-à-Mousson, le 9 juin 2010

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision de délégation de signature du 8 juin 2010

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du C.H.U. :

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Article 1er : Donne délégation à Philippe BOULANGE, directeur adjoint, directeur des affaires médicales et de la recherche, pour signer au nom et place du Directeur Général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER, directeur - adjoint, directeur du personnel médical au sein de la direction des affaires médicales et de la recherche, pour signer l'ensemble des pièces administratives relatives au personnel médical.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Grégoire RICHARD et Chantal BRUNAUD attachées d'administration hospitalière et à Stephan APPARU et Dominique RICETTI, adjoints des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 : Donne délégation à Philippe BOULANGE pour signer au nom et place du Directeur Général, les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Article 3 : Donne délégation principale à Philippe BOULANGE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales et de la recherche, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

Donne délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER, Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Donne délégation principale à Philippe BOULANGE et délégation secondaire à Anne Lucie BOULANGER et Mehdi SIAGHY, Ingénieur hospitalier pour l'ensemble des contrats de recherche, en particulier pour l'engagement du CHU en tant que promoteur ou porteur de protocoles de recherche, et pour l'engagement du CHU en tant que participant à un protocole de recherche à travers ses médecins investigateurs.

La suppléance est assurée par Anne Lucie BOULANGER, directeur adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur des affaires médicales et de la recherche.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 19 janvier 2010

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juin 2010

Le Directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31951 du 11 juin 2010 autorisant la Société EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de MANCIEULLES

Par arrêté préfectoral n° 31951 en date du 11 juin 2010, EFFIM, 22 avenue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisé à exécuter les travaux en vue du remplacement d'un poste cabine haute par un poste type PSSA, sur la commune de MANCIEULLES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38111 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SEXEY-AUX-FORGES

Par arrêté préfectoral n° 38111 en date du 11 juin 2010, Électricité de France, a été autorisé à exécuter les travaux en vue PVR – alimentation BTA rue de Haule, sur la commune de SEXEY AUX FORGES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38346 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DIEULOUARD

Par arrêté préfectoral n° 38346 en date du 11 juin 2010, Électricité de France, a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 2 collectifs 7 logements 2G Immobilier, rue des Maly et rue du Versoir, sur la commune de DIEULOUARD.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40146 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HAGEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 40146 en date du 11 juin 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de CHAMBLEY AIR BASE, sur la commune de HAGEVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40886 du 11 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de PONT-A-MOUSSON

Par arrêté préfectoral n° 40886 en date du 11 juin 2010, Électricité de France, a été autorisé à exécuter les travaux en vue du déplacement poste DP Culier 2 quartier Procheville, sur la commune de PONT A MOUSSON.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Service concours

Avis de concours interne sur titres de cadre de santé – Filière Infirmière – en date du 9 juin 2010

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

☛ 5 postes de Cadre de Santé – Filière infirmière

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/10), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours :
Certificat de cadre Infirmier, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur,

Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, Certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, Certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 9 juin 2010

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

Avis de concours externe sur titres de cadre de santé – Filière Infirmière – en date du 9 juin 2010

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours externe sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

🔗 1 poste de Cadre de Santé – Filière infirmière

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n°88-1077 du 30 novembre 1988 et du diplôme de cadre de santé, ou certificat équivalent ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre Infirmier, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, Certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, Certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 9 juin 2010

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

Avis de concours interne sur titres de cadre de santé – Filière Médico-Technique – en date du 9 juin 2010

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

🔗 1 poste de Technicien de Laboratoire Cadre de Santé

🔗 1 poste de Manipulateur d'Électroradiologie Médicale Cadre de Santé

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/10), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, Certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, Certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 9 juin 2010

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY
Ressources humaines

Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours externe sur titres de maître ouvrier en vue de pourvoir : 1 poste : spécialité peinture.

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les titulaires de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes, ou de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités, ou de deux équivalences délivrées par la commission instituées par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis, ou encore de deux diplômes au moins équivalents figurant sur la liste arrêtée par le ministère chargé de la santé.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae et la copie des diplômes sus-cités.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY
Ressources Humaines – concours externe sur titres de maître ouvrier
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY CEDEX
Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours interne sur titres de maître ouvrier en vue de pourvoir :

2 postes : spécialité restauration

1 poste : spécialité magasin

1 poste : spécialité électricité

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie titulaire d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae, une attestation d'activité de l'employeur, la copie d'un des diplômes sus-cités.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY
Ressources Humaines – concours maître ouvrier
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY CEDEX
Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

Avis de concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise en date du 31 mai 2010

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise en vue de pourvoir : 1 poste : responsable atelier : maintenance, gestion d'équipe

Ce concours est ouvert :

- Aux maîtres ouvriers et aux conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie sans condition d'ancienneté, ni d'échelon

- aux OPQ, aux conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie, aux aides de laboratoires, aux aides électroradiologie de classe supérieure et aux aides de pharmacie de classe supérieure, comptant au moins 7 ans d'ancienneté dans le grade

- à titre dérogatoire et transitoire jusqu'au 8 août 2010, aux AEQ comptant au moins 3 ans de services effectifs dans le grade.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae accompagné d'une lettre de motivation, d'une attestation d'activité de l'employeur et de la copie des diplômes.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY
Ressources Humaines – concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY CEDEX
Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

Avis de concours sur titres de technicien de laboratoire en date du 31 mai 2010

En application du décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours sur titres en vue de pourvoir : 1 poste de technicien de laboratoire.

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires d'un diplôme figurant sur l'arrêté du 15 juin 2007 relatif aux titres ou diplômes exigés pour le concours sur titres de technicien de laboratoire de la fonction publique hospitalière (le diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales ou le diplôme d'Etat de technicien en analyses biomédicales ou le diplôme universitaire de technologie spécialité biologie appliquée option analyses biologiques et biochimiques, ou le diplôme universitaire de technologie, spécialité génie biologique, option analyses biologiques et biochimiques ; ou les autres diplômes figurant sur cet arrêté).

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY

Ressources Humaines – concours sur titres de technicien de laboratoire

10, rue du Docteur Heydenreich

CS 74213

54 042 NANCY CEDEX

Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

Avis de concours sur titres de préparateur en pharmacie en date du 31 mai 2010

En application du décret n°89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours sur titres en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie.

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY

Ressources Humaines – concours sur titres de préparateur en pharmacie

10, rue du Docteur Heydenreich

CS 74213

54 042 NANCY CEDEX

Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

